

disposer à sa guise des espaces considérés comme "non-productifs" pour y implanter ses centrales énergétiques, ses centres com-merciaux, ses lignes à haute tension ou ses méga-axes de circulation pour humains et consom-mables. Un symbole, et un cri de ralliement, comme ont pu l'être Plogoff ou le Larzac en leur temps. Un symbole, parce que partout opère cette logique de fric, de vitesse, de destruction des territoires et de contrôle - eux appellent ça "le développement".

De Notre-Dame-des-Landes au TGV Lyon - Turin en passant par le centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure, les pouvoirs publics tentent de l'imposer à coup de pseudo-concertation et de marketing "vert". Souvent ça passe, et ils parviennent à nous faire gober qu'il n'y a pas d'alternative. Parfois, la réaction des habitant-e-s les tient en échec.

Le 22 février à Nantes, c'est un renversement décisif qui se joue : la métropole nantaise veut tenter à nouveau d'annexer Notre-Dame-des-Landes ? Eh bien ce sont toutes les oppositions à ce projet, et à tous les projets similaires, qui vont venir dire à la métropole qu'elles n'en veulent pas !

Nous manifesterons avec joie et détermination pour l'abandon du projet et pour l'avenir toujours à construire, sans aménageurs, sur la ZAD et ailleurs. Puisqu'ils entendent compenser le bocage, nous en amènerons des fragments à Nantes et ferons résonner l'appel à entraver concrètement tout démarrage des travaux, que ce soit le déplacement des espèces, ou les autres chantiers connexes au projet d'aéroport : le barreau routier mais aussi les élargissements de routes et dévoiement de réseaux (eau, électrique...).

Nous affirmerons à cette occasion que s'ils viennent de nouveau nous expulser nous résisterons, réoccuperons et reconstruirons avec les dizaines de milliers de personnes qui se sont déjà alliées aux habitant-e-s et paysan-ne-s de la ZAD.

Nous lançons d'ores et déjà une invitation à s'organiser pour bloquer la région et occuper les lieux de pouvoir dans toute la France en cas de nouvelle grande opération policière.

Vinci, Auxiette, Ayrault and co : dégage ! Les ZADs vivront !

Des occupant-e-s de la ZAD, groupes et personnes en lutte contre l'aéroport et son monde

Pour plus d'informations : <http://22fevrier2014.blogspot.fr>

Pour la ZAD : zad.nadir.org - zad@riseup.net



Notre-Dame-des-Landes

**NI TRAVAUX NI EXPULSIONS !
L'AÉROPORT, C'EST TOUJOURS NON !**



MANIF à NANTES
Samedi 22 février 2014 - 13h - Préfecture

Notre-Dame-des-Landes

NI TRAVAUX NI EXPULSIONS ! L'AÉROPORT, C'EST TOUJOURS NON !

Samedi 22 février 2014 - 13h - Nantes (Préfecture)

- APPEL COMMUN DU MOUVEMENT ANTI-AÉROPORT -

L'Etat et les pro-aéroports menacent de passer de nouveau en force. Ils prétendent débiter, dans les mois qui viennent, la destruction des espèces protégées et les chantiers de l'aéroport. Une nouvelle vague d'expulsion pourrait survenir. Nous ne les laisserons pas faire ! Les travaux ne commenceront pas !

Sur place, le mouvement est plus vivant encore qu'à l'automne 2012, les liens plus denses, les champs plus cultivés et les habitats plus nombreux... Au delà, plus de 200 comités locaux se sont créés, en solidarité avec la lutte et pour la faire essaimer par chez eux. Nous appelons toutes les forces anti-aéroport à se joindre à la manifestation du 22 février à Nantes pour leur montrer qu'il n'est pas question qu'ils touchent au bocage.

- APPEL D'OCCUPANT-E-S DE LA ZAD -

La déroute de César

Depuis des décennies, un ubuesque projet d'aéroport menace le bocage de Notre-Dame-des-Landes près de Nantes. Mis au rencart suite à la crise pétrolière des années 70, les décideurs locaux, PS, UMP et entrepreneurs unis, l'ont ressorti des cartons il y a quelques années, assorti de l'inévitable label "écologique" ! Depuis des décennies la population locale s'oppose à la destruction de ses maisons et de son agriculture, forte des traditions de luttes paysannes et antinucléaires. A partir de la fin des années 2000, des personnes de toutes l'Europe sont venues lui prêter main forte. Elles sont venues s'installer sur la Zone à Défendre (ZAD) à l'appel d'habitant-e-s qui avaient choisi de résister, et occupent sur place les terres et bâtiments laissées vides - depuis des années parfois - pour laisser la place à l'aéroport.

Le 16 octobre 2012, lorsque plus d'un millier de gendarmes sont venus expulser la ZAD, la vigueur de la résistance et la vague de solidarité que celle-ci a engendrée a surpris tout le monde, et en premier lieu les décideurs qui avaient perdu l'habitude de se voir retourner ainsi la violence de leurs pelleteuses.

Après deux mois d'escalade dans les arbres et de recours juridiques, de barricades, chants et projectiles dans le bocage, de manifestations et d'actions visant des chantiers ou des sièges politiques dans le reste de la France, l'« opération César » s'est définitivement enlisée.

La ZAD en mouvement

L'opposition aux expulsions a diffusé la conviction, cauchemardesque pour les aménageurs du territoire, qu'il est possible de se mettre en travers de leur chemin. S'il reste à enterrer définitivement le projet d'aéroport, la brèche ouverte ici a laissé place à un terrain d'expérimentations sociales et agricoles bouillonnant, guidé par la solidarité et la volonté de mise en commun.

Sur la ZAD s'élabore un mouvement soudé par les rencontres entre habitant-e-s de longue date et nouveaux-elles arrivant-e-s, entre paysan-ne-s en lutte et collectifs cherchant à vivre, cultiver et créer, en porte-à-faux avec les circuits marchands et les normes. L'opération César a eu pour effet d'engendrer pendant toute l'année passée un grand élan de réoccupation et de reconstruction. Il y a aujourd'hui une soixantaine de lieux de vie, fermes, maisons, cabanes et hameaux répartis sur la zone, ainsi qu'une vingtaine de projets agricoles et maraîchers.

On y trouve aussi des espaces collectifs pour faire de la radio, de la musique, des cantines et fêtes, fabriquer du pain et transformer des aliments, lire et jouer, coudre ou fabriquer une éolienne, réparer des vélos ou se soigner...

Le retour de César ?

Depuis des mois la plupart des tentatives de Vinci, maître d'oeuvre du projet, et de la Préfecture pour venir faire des travaux préparatoires sur la ZAD ont été empêchées ou sabotées. Depuis quelques semaines les pro-aéroport multiplient pourtant les annonces dans les médias sur le démarrage prochain des chantiers et sur la nécessité de revenir nous évacuer.

La prochaine étape sur leur agenda serait de venir "déplacer" certaines espèces rares du bocage et de construire des mares et haies dans les environs selon des quotas de "compensation" fixés à partir de la quantification, en leurs termes, des "biens et services écosystémiques" du "capital naturel".

Au-delà de l'aéroport, il s'agit là de la mise en place de techniques d'ingénierie écologique, largement expérimentales et emblématiques du greenwashing moderne, qui pourraient servir de modèle et de légitimation sur la faisabilité d'autres projets de ce type.

Pour des compagnies comme Vinci, il s'agit bien d'acheter un droit à polluer et à détruire, légitimé par des "naturalistes" mercenaires comme Biotopie. La compensation incarne une logique gestionnaire qui entend pouvoir paramétrer et comptabiliser l'entièreté du vivant. Nous entretenons un rapport tout autre aux bois, bocages et chemins, aux histoires qui les traversent et aux êtres vivants qui habitent notre quotidien.

Ces liens sensibles et savoir faire, outils, armes et complices, ressources ou repaires ne se laisseront pas aplanir. Nous refusons absolument que nos vies soient casées et fractionnées à l'infini dans des équations savantes selon les principes économiques en vigueur.

La résistance est contagieuse

Aujourd'hui, Notre-Dame-des-Landes est devenu un symbole des luttes contre l'aménagement du territoire capitaliste, qui croit pouvoir

